

Cote du document: EB 2014/113/R.18/Rev.1
Point de l'ordre du jour: 10 b) ii)
Date: 16 décembre 2014
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de prêt et don à la République populaire de Chine pour le Projet d'appui au secteur agroalimentaire dans la région montagneuse du Jiangxi

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Le retard dans la transmission de ce document est dû à sa présentation tardive au Bureau du Secrétaire

Responsables:

Questions techniques:

Sana F.K. Jatta
Conseiller principal de portefeuille
Région Asie et Pacifique
téléphone: +39 06 5459 2446
courriel: s.jatta@ifad.org

Matteo Marchisio
Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2862
courriel: m.marchisio@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra
Chef du Bureau des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent treizième session
Rome, 15-16 décembre 2014

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
Recommandation pour approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	1
II. Description du projet	2
A. Zone d'intervention et groupe cible	2
B. Objectif de développement du projet	3
C. Composantes/résultats	3
III. Exécution du projet	4
A. Approche	4
B. Cadre organisationnel	4
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	5
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	5
E. Supervision	7
IV. Coût, financement et avantages du projet	7
A. Coût du projet	7
B. Financement du projet	7
C. Résumé des avantages et analyse économique	9
D. Durabilité	10
E. Identification et atténuation des risques	10
V. Considérations d'ordre institutionnel	11
A. Respect des politiques du FIDA	11
B. Alignement et harmonisation	11
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	12
D. Participation à l'élaboration des politiques	12
VI. Instruments et pouvoirs juridiques	12
VII. Recommandation	12
Annexe	
Accord de financement négocié	13
Appendice	
Logical framework (Cadre logique)	

Sigles et acronymes

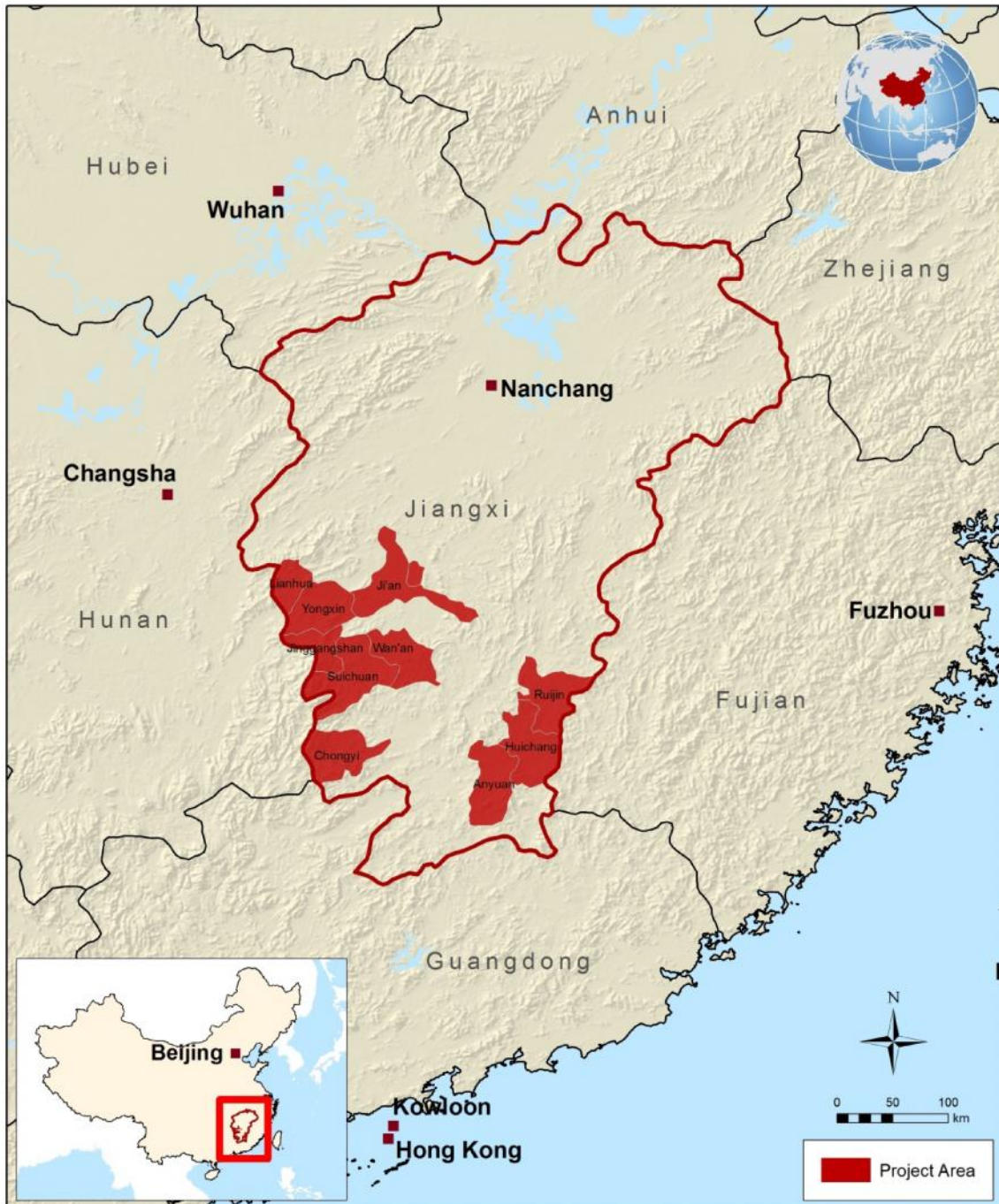
APP	Agent principal du projet
BGP	Bureau de gestion du projet
BGPC	Bureau de gestion du projet au niveau du canton
BGPP	Bureau de gestion du projet au niveau de la province
CD	Compte désigné
GVE	Groupe villageois d'exécution
PTBA	Plan de travail et budget annuel
TREI	Taux de rentabilité économique interne

Carte de la zone du projet

People's Republic of China

Jiangxi Mountainous Areas Agribusiness Promotion Project

President's report



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

République populaire de Chine

Projet d'appui au secteur agroalimentaire dans la région montagneuse du Jiangxi

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur/bénéficiaire:	République populaire de Chine
Organisme d'exécution:	Gouvernement de la province de Jiangxi, Direction de l'agriculture
Coût total du projet:	125,22 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	34,35 millions d'EUR (équivalant approximativement à 43,0 millions d'USD)
Montant du don du FIDA:	0,55 million de DTS (équivalant approximativement à 0,8 million d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	18 ans, y compris un différé d'amortissement de cinq ans, avec un taux d'intérêt correspondant au taux de référence annuel établi par le FIDA sur une base semestrielle
Cofinanceurs et montant du cofinancement:	Institutions financières participantes: 25,20 millions d'USD Coopératives et entreprises: 3,36 millions d'USD en nature
Conditions du cofinancement:	Institutions financières participantes: prêt; coopératives et entreprises: en nature
Contribution de l'emprunteur/du bénéficiaire:	40,75 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	12,11 millions d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de la République populaire de Chine pour le Projet d'appui au secteur agroalimentaire dans la région montagneuse du Jiangxi, telle qu'elle figure au paragraphe 40.

Proposition de prêt et don à la République populaire de Chine pour le Projet d'appui au secteur agroalimentaire dans la région montagneuse du Jiangxi

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. La République populaire de Chine connaît un développement économique et social rapide depuis plus de trois décennies, avec un taux moyen de croissance du PIB de 9 à 10% par an. Elle a ainsi réussi à sortir de la pauvreté plus de 600 millions de personnes sur une population totale de 1,34 milliard d'habitants. Parallèlement, la part de l'agriculture dans le PIB est tombée de 25% en 1995 à 10% en 2011, tandis que celles de l'industrie et des services passaient à 5% et 10%, respectivement. L'augmentation des revenus ruraux a été due en grande partie aux gains provenant d'activités extra-agricoles. Le revers de la médaille est que cette croissance économique rapide a entraîné une forte inégalité, une urbanisation rapide, des problèmes d'environnement, des déséquilibres externes et des tensions démographiques allant de pair avec le vieillissement de la population et la féminisation de l'agriculture. Plus de 128 millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté de 1,25 USD par jour, si bien que la réduction de la pauvreté reste un défi. D'autre part, des mesures s'imposent pour remédier aux disparités de revenus préoccupantes et croissantes, non seulement entre régions mais encore entre zones rurales et zones urbaines ainsi qu'entre les sexes.
2. La population rurale de la Chine est tombée de 80% de la population totale en 1980 à 49% en 2011. La superficie cultivée était de l'ordre de 122 millions d'hectares en 2011, soit à peu près 0,1 hectare par habitant. Environ 49% des terres agricoles sont irriguées. La proportion des terres arables consacrées aux cultures vivrières a diminué pour faire place à des cultures de rapport. Toutefois, la production vivrière totale reste stable grâce à la hausse de la productivité. Par ailleurs, l'orientation commerciale croissante de l'agriculture entraîne un recul de l'intervention directe de l'État dans la production et la commercialisation, ouvrant la voie à une mise en relation des agriculteurs avec les entreprises et les coopératives.

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

3. Le gouvernement a adopté une stratégie de réduction de la pauvreté fondée sur le développement et axée sur l'amélioration de l'infrastructure, le développement écologiquement sain de l'agriculture, le renforcement des services commerciaux et financiers en faveur des pauvres, et l'expansion des activités économiques extra-agricoles. En 2007, il a aussi édicté une réglementation visant les coopératives agricoles, qui promeut les organisations d'agriculteurs et améliore les liens commerciaux entre les agriculteurs et les entreprises. Le gouvernement attend du FIDA qu'il continue d'apporter à la fois de bonnes pratiques mondiales en matière d'approches innovantes de réduction de la pauvreté et des ressources financières supplémentaires. D'autre part, le FIDA a démontré l'avantage

comparatif dont il dispose pour lutter contre la pauvreté dans les zones reculées et pauvres en ressources, qualité que la Chine apprécie particulièrement vu que les régions de ce genre sont nombreuses sur son territoire.

4. Le programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) axé sur les résultats, élaboré par le FIDA pour la Chine, qui couvre la période 2011-2015, est en cohérence avec le plan du gouvernement et le programme de réduction de la pauvreté rurale. Ses trois objectifs stratégiques sont les suivants: i) amener la population rurale pauvre des zones ciblées à exploiter de façon durable les ressources productives naturelles et économiques renforcées ainsi que les services techniques et consultatifs améliorés, dans un environnement et des conditions commerciales en pleine évolution; ii) permettre aux populations rurales pauvres et à leurs organisations de mettre à profit l'accès aux marchés et les services financiers améliorés pour augmenter leurs revenus et renforcer leur résilience au risque; et iii) saisir les opportunités offertes par le renforcement de la coopération Sud-Sud et de la gestion des savoirs, pour partager les connaissances issues de l'innovation et répandre de bonnes pratiques de développement rural.
5. Le projet d'appui au secteur agroalimentaire dans la région montagneuse du Jiangxi est la cinquième intervention envisagée dans le cadre du présent COSOP axé sur les résultats. Il mettra en synergie diverses activités: recours à l'approche filières pour valoriser les ressources productives communautaires; développement de produits agroalimentaires destinés au marché; accès renforcé des agriculteurs aux services techniques et d'information, à des marchés rémunérateurs, aux ressources naturelles et à des services financiers appropriés. À l'appui du rôle de catalyseur du FIDA, il s'agira d'activités pilotes, dont les résultats seront appliqués à plus grande échelle par le gouvernement et par d'autres acteurs. L'une des motivations clés du projet est d'accroître la valeur de la production agricole actuelle et améliorée en élaborant des stratégies innovantes et efficaces. Le projet mettra en relation les interventions pertinentes du gouvernement et celles qui sont financées par les donateurs de façon à développer au maximum les synergies et à éviter les doubles emplois, à savoir: le programme de construction des nouvelles campagnes, lancé en 2006 pour améliorer la production agricole, les moyens d'existence des paysans et l'environnement rural; le programme 2011-2020 de réduction de la pauvreté rurale et de développement; et le "canton témoin pour la réforme des services de vulgarisation" lancé par le Ministère de l'agriculture en 2009, qui met en œuvre des approches participatives de la vulgarisation tout en améliorant les stations de vulgarisation.

II. Description du projet

A. Zone d'intervention et groupe cible

6. Conformément à la stratégie de ciblage du FIDA et aux priorités gouvernementales de réduction de la pauvreté, le groupe cible du projet comprend les ruraux pauvres (femmes et hommes) économiquement actifs ou capables de mettre à profit les opportunités améliorées de production agricole et d'activités agroalimentaires, dans la région montagneuse nationalement désignée de Luoxiao pauvre dans le Jiangxi. Les coopératives d'agriculteurs et les entreprises agroalimentaires seront mises en relation avec les producteurs pauvres. Le rôle des femmes sera particulièrement mis en relief. Dix cantons ont été sélectionnés pour l'exécution du projet: JiAn, Suichuan, Jinggangshan, Yongxin et WanAn dans la préfecture de JiAn; Huichang, Anyuan, Chongyi et Ruijin dans la préfecture de Ganzhou; et Lianhua dans la préfecture de Pingxiang. La population rurale totale de ces cantons était de 3,36 millions d'habitants en 2012. Le revenu agricole net par habitant y était de 4 849 yuan renminbi chinois, soit 62% et 61% des niveaux provincial et national, respectivement, et moins que la moyenne des cantons pauvres du Jiangxi. La surface agricole moyenne par habitant n'était que de 0,05 hectare dans les cantons

ciblés par le projet. Environ 80% de la zone d'intervention sont caractérisés par un relief montagneux et collinaire.

7. Les principales sources de revenus des ménages ruraux sont l'agriculture et les travailleurs émigrés. L'agriculture emploie à peu près la moitié de la main-d'œuvre rurale de la région, contribuant pour plus d'un tiers au revenu des ménages ruraux, dont 21% provenant des cultures et 11% de l'élevage. La migration de la main-d'œuvre est courante et composée pour environ de 41% de femmes, âgées pour la plupart de 18 à 45 ans. L'emploi en dehors de la région représente environ 26% du revenu des ménages.

B. Objectif de développement du projet

8. Le projet a pour but d'aider la Chine à élaborer et à mettre en œuvre des programmes pilotes en vue de réduire durablement les poches de pauvreté chronique persistante dans les zones montagneuses reculées. Ses objectifs sont d'élargir la base de production des agriculteurs, d'améliorer l'efficacité de la production agricole, d'élever la qualité des produits et d'augmenter les marges le long des filières et particulièrement au stade de l'exploitation. Il promouvra le développement du secteur agroalimentaire par le biais des coopératives et des entreprises, en mettant l'accent sur l'accès aux marchés des produits agricoles.

C. Composantes/résultats

9. Le projet comprend les trois composantes suivantes: i) promotion et développement du secteur agroalimentaire; ii) expansion de la production et accroissement de la productivité agricoles; iii) gestion et coordination du projet.
10. **Composante 1: promotion et développement du secteur agroalimentaire.** Au titre de cette composante, les capacités des coopératives et des entreprises agroalimentaires seront renforcées, et des liens seront créés entre elles et les agriculteurs; un mécanisme de garantie sera mis en place pour mobiliser des crédits bancaires; et des services de développement des entreprises seront fournis pour élaborer et exécuter les plans d'entreprise. Des bureaux de gestion économique et coopérative en milieu rural seront chargés du renforcement des coopératives. Ces services seront coordonnés par les bureaux de gestion du projet (BGP), mais ils seront fournis par des prestataires locaux sélectionnés par voie de mise en concurrence. Des sociétés cantonales de garantie (SG), dans lesquelles le gouvernement détiendra une part majoritaire, géreront le mécanisme de garantie. Une formation complémentaire et des services de développement de l'entreprise seront fournis à tous les acteurs. Une assistance technique de démarrage et une évaluation initiale des SG participantes figureront également parmi les activités prévues.
11. **Composante 2: expansion de la production et accroissement de la productivité agricoles.** Cette composante vise à augmenter les revenus des petits exploitants par la production efficiente de produits végétaux et animaux de rapport et à améliorer l'infrastructure de production. La commercialisation des produits agricoles sera assurée grâce aux liens créés dans le cadre de la composante 1. Les principales activités prévues sont les suivantes: amélioration de la qualité des produits; réalisation d'économies d'échelle dans la préparation du sol et l'irrigation; adoption de techniques agricoles améliorées; certification des produits agricoles; introduction de variétés culturales et de races animales améliorées; et transformation des friches en terres productives par la plantation d'agrumes, de théiers, et autres cultures pérennes commercialement viables. Les bureaux de l'agriculture et de l'élevage seront chargés de la production agricole, de l'amélioration des services de vulgarisation, et de la formation des agents et des agriculteurs. Les bureaux cantonaux des transports et des eaux guideront la mise en œuvre des activités d'amélioration des routes et de développement de l'irrigation, respectivement.

12. **Composante 3: gestion et coordination du projet.** Cette composante porte sur l'établissement et le fonctionnement des BGP aux niveaux de la province, des préfectures, des cantons et des communes. La mise en œuvre du projet sera décentralisée au niveau des BGP cantonaux (BGPC) afin d'en garantir la durabilité, alors que le bureau de gestion du projet au niveau de la province (BGPP) exercera des fonctions plus générales de planification, de coordination et de suivi, et sera chargé des rapports.

III. Exécution du projet

A. Approche

13. L'approche adoptée pour l'exécution de ce projet d'une durée de cinq ans suivra les pratiques appliquées avec succès par les projets financés par le FIDA actuellement ou antérieurement en Chine. Les BGP, qui ont déjà été créés à tous les niveaux, seront responsables de la planification, de la coordination et du suivi des projets, ainsi que de la présentation des rapports. L'exécution des activités prévues incombera aux agences et aux organismes privés désignés au niveau du canton, afin de dégager des synergies avec les activités de développement du gouvernement. Les plans de travail et budgets annuels (PTBA), élaborés selon des approches participatives, serviront de base à la mise en œuvre du projet. Au niveau des villages, les groupes villageois d'exécution (GVE) assureront un ciblage approprié, une planification participative, l'exécution et le suivi du projet ainsi que l'entretien durable des ouvrages réalisés. Le projet met en œuvre une approche filières afin de renforcer l'impact et d'assurer un développement durable. Les activités de développement des coopératives profiteront à l'agriculture commerciale soutenue par le projet et amélioreront aussi le pouvoir de négociation des petits exploitants.

B. Cadre organisationnel

14. En sa qualité de représentant autorisé de l'emprunteur, le Ministère des finances recevra et virera les fonds provenant du prêt et du don du FIDA à la Direction des finances de la province de Jiangxi, qui les virera à son tour aux bureaux des finances des cantons ciblés par le projet. Le Ministère s'acquittera de ses fonctions de surveillance par l'intermédiaire de la Direction et des bureaux des finances. L'organigramme du projet calque la pratique des projets du FIDA en Chine. Des groupes de pilotage du projet, constitués aux niveaux de la province, des préfectures et des cantons, assureront l'encadrement et la coordination de l'ensemble. Chacun d'entre eux est dirigé par un haut fonctionnaire et comprend des représentants des directions et bureaux concernés. Parmi les principales attributions de ces groupes figureront la supervision des BGP et le suivi de la performance du projet, la coordination et la mobilisation des fonds de contrepartie, ainsi que l'examen et l'approbation des PTBA. La Direction et les bureaux des finances seront responsables: de l'ouverture et de la gestion des comptes du projet; de l'administration des ressources du projet et de la surveillance de leur utilisation; de l'examen et de l'approbation des demandes de financement; du bon ordre des flux de fonds; de la formation des agents financiers du projet; de l'établissement des demandes de retraits et du remboursement en temps opportun des dépenses autorisées du projet.
15. L'agent principal du projet (APP), chargé de la coordination et de la supervision générale du projet, est la Direction de l'agriculture de la province de Jiangxi. L'APP créera des BGP à tous les niveaux. Ceux-ci sont des structures dédiées établies au sein de la Direction de l'agriculture et des bureaux de l'agriculture. Le BGPP assurera la supervision générale des BGP à tous les autres niveaux, qui seront chargés à leur tour de la gestion courante du projet. Au niveau de la préfecture, des bureaux d'appui au projet sont en place, tandis qu'à celui de la commune, des facilitateurs sont désignés en appui à l'exécution. Le BGPP et chaque BGPC sont dotés d'un personnel à temps complet qualifié et suffisamment nombreux,

comprenant un directeur, un agent de planification et de suivi-évaluation (S&E), un agent financier spécialiste de l'agroalimentaire, un coordonnateur de la gestion des savoirs et de l'égalité des sexes, un comptable et un caissier. Au terme de la conception du projet, la structure institutionnelle complète du projet était en place à tous les niveaux. Le personnel compétent de ces institutions a participé à la conception du projet dès le départ.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

16. La planification du projet suivra la pratique courante des projets financés par le FIDA en Chine, et sera fondée sur des PTBA établis selon des méthodes participatives. Les PTBA mentionneront la situation du financement et de l'exécution, les activités prévues, le plan de passation des marchés pour une durée de 18 mois au moins et le plan d'exécution semestriel. Le BGP préfectoral fusionnera les PBTA élaborés par chaque BGPC et les soumettra au FIDA pour approbation par l'intermédiaire du BGPP. Le premier PTBA sera présenté avant le démarrage du projet.
17. **Suivi-évaluation.** Le projet établira un système de gestion informatisé efficace et efficient aligné sur le système de gestion des résultats et de l'impact du FIDA, allant du BGPP aux GVE, en passant par les BGPC et les facilitateurs des communes. Les agents de S&E du BGPP et des BGPC seront responsables du suivi et de l'évaluation du projet et du partage des enseignements tirés, semestriellement et annuellement, avec toutes les parties prenantes, afin d'améliorer l'exécution du projet et d'en atteindre les objectifs. Les agents d'exécution et les GVE recueilleront des informations de S&E auprès des ménages et sur les activités. Le S&E comprend les principales fonctions suivantes: examens réguliers; appui technique et soutien externe permanent aux fins des rapports; et formation des évaluateurs. Les résultats du S&E seront utilisés pour élaborer les PTBA et adapter le cadre logique.
18. **Apprentissage et gestion des savoirs.** La stratégie de gestion des savoirs du projet s'appuie sur l'expérience acquise dans le cadre des projets exécutés actuellement ou antérieurement par le FIDA. Le BGPP et les BGPC seront chargés de recueillir et de documenter l'expérience, les réussites et les innovations issues de l'exécution du projet, ainsi que d'organiser des ateliers semestriels et/ou annuels pour diffuser cette expérience et ces innovations en vue d'une application à plus grande échelle. De plus, la direction du projet participera activement aux activités des réseaux régionaux de savoirs dans les domaines intéressant le projet.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

19. **Gestion financière.** Au vu de l'évaluation de la gestion financière du projet menée par le FIDA, le risque financier global est jugé modéré. La structure organisationnelle actuelle des agents d'exécution est considérée comme appropriée et adéquate, en particulier celle de l'APP. Les dispositions prévues pour les mouvements de fonds sont aussi propices à une bonne exécution. Les normes, règles et procédures comptables, la gestion de bilan, la budgétisation, l'audit, l'établissement des rapports et le système de comptabilité des agents d'exécution en place sont efficaces dans la plupart des cas. Le projet y aura donc recours pour ses dispositions fiduciaires, les mesures suivantes d'atténuation des risques étant mises en œuvre: des directives spécifiques visant la gestion financière, la comptabilité et le décaissement, adaptées aux exigences du projet seront adoptées; le personnel chargé de la gestion financière est en place et des mesures sont prévues pour renforcer ses capacités, afin de garantir la bonne gestion du projet, en particulier au sein des BGPC; un logiciel de comptabilité sera installé et utilisé efficacement dans tous les BGP; et la supervision et le suivi veilleront à ce que les directives et les conditions prescrites soient respectées. Le fonds fournira un appui approprié durant la phase initiale du projet afin d'assurer qu'il sera en mesure de remplir ses obligations d'ordre fiduciaire.

20. Le FIDA accordera un prêt et un don pour financer le projet conformément aux dispositions de l'accord de financement. Dès l'entrée en vigueur de cet accord, la Direction des finances de la province de Jiangxi ouvrira et tiendra dans une (des) banque(s) commerciale(s) agréée(s) par le FIDA, deux comptes désignés (CD), libellés en dollars des États-Unis, pour le prêt et le don du FIDA, respectivement, par lesquels transitera le financement du FIDA. Un montant convenu, correspondant approximativement aux dépenses autorisées pour les six premiers mois, sera déposé à chaque CD une fois que l'accord de financement aura été signé et que les conditions de décaissement auront été remplies. Les réapprovisionnements ultérieurs du compte seront effectués sur présentation de demandes de retrait, accompagnées des pièces justificatives et des relevés de dépenses correspondants, conformément aux procédures du FIDA. Des comptes de projet libellés en yuan renminbi seront ouverts auprès de banques agréées par le FIDA, et administrés par les BGP et les bureaux des finances de canton. Les fonds du FIDA seront acheminés, par l'intermédiaire des comptes du projet, des CD aux agents d'exécution, aux prestataires de services et aux utilisateurs finals. Les dispositions relatives à la gestion financière du projet garantiront un flux solide d'informations fiables sur les activités du projet de manière à faciliter la reddition de comptes, la transparence et la communication de l'information.
21. **Financement rétroactif.** En dérogation aux Conditions générales applicables au financement du développement agricole, des dispositions sont prises pour accorder au titre du prêt un financement rétroactif, plafonné à 800 000 EUR, en vue de préfinancer, sur le compte de prêt, les activités de démarrage pour ce qui est des dépenses relatives: à la formation et au renforcement des capacités; à l'organisation d'ateliers à l'intention des bénéficiaires du projet et du personnel des différents BGP et agents d'exécution; aux services de consultants requis pour effectuer les études et enquêtes sur le terrain; aux activités de démonstration de cultures saisonnières organisées par les coopératives; aux visites consacrées à la gestion des savoirs; et au partage des expériences, encourues à partir de la date de signature (8 avril 2014) du mémorandum d'accord par la mission d'achèvement de la conception et par les services gouvernementaux et jusqu'à l'entrée en vigueur de l'accord de financement consenti par le FIDA.
22. **Passation des marchés.** Les passations de marchés de fournitures, de travaux et de services de consultants financés dans le cadre du projet devront respecter les procédures en vigueur dans le pays de l'emprunteur, dans la mesure où elles sont conformes aux directives du FIDA en la matière. La méthode utilisée dépendra de la nature des dépenses et du montant du contrat. Dans la mesure possible, les achats seront regroupés de manière à constituer des lots suffisamment importants pour permettre le jeu optimal de la mise en concurrence. En toutes circonstances, la passation de marchés sera bien documentée pour permettre un examen a posteriori et aux fins d'audit. Parmi les fournitures devant faire l'objet d'une passation de marchés figurent notamment les intrants agricoles, les véhicules, le matériel et le mobilier. Les véhicules seront achetés par voie d'appel d'offres au niveau local et les autres fournitures par voie de consultation des fournisseurs locaux. Pour les travaux de génie civil, la passation de marchés pourra se faire suivant l'une ou l'autre de ces méthodes. S'agissant des services techniques, de la formation, de l'organisation des ateliers et de la réalisation des études, la procédure sera celle des achats locaux. Le mécanisme de crédit visant à renforcer les filières sera mis en place par négociation directe avec les intermédiaires financiers.
23. **Audit.** Conformément à la section 9.03 de l'article IX des Conditions générales du FIDA applicables au financement du développement agricole et aux Directives du FIDA relatives à l'audit des projets (à l'usage des emprunteurs), les bureaux d'audit de la province et des cantons, agissant en tant qu'organismes indépendants rattachés au bureau national d'audit, réaliseront l'audit du projet. Ils examineront tous les états de dépenses et les états financiers consolidés, et émettront une

opinion sur leur régularité, fondée sur la portée et le détail de l'audit des états financiers, ainsi qu'une opinion distincte sur les états de dépenses, les autorisations de décaissement et la suite donnée aux recommandations formulées les années précédentes. Ils examineront également l'efficacité des flux financiers provenant du FIDA et celle de la remise des fonds de contrepartie. L'audit portera également sur l'utilisation finale des fonds versés aux organismes bénéficiaires, tels que les banques et les sociétés de garantie.

E. Supervision

24. Afin de faciliter l'exécution du projet et d'assurer que ses objectifs soient atteints, le FIDA et le gouvernement exécuteront des missions de supervision/examen, aux fins notamment de la supervision annuelle ainsi que des examens à mi-parcours et à l'achèvement du projet. Les missions annuelles de supervision, menées, dans la mesure possible, en consultation avec le gouvernement porteront sur les points suivants: progrès et performance de l'exécution; questions fiduciaires; ciblage et intégration de l'égalité des sexes; résultats et impact; innovations et gestion des savoirs; souci du climat et de l'environnement; et durabilité.

IV. Coût, financement et avantages du projet

A. Coût du projet

25. Le coût du projet, d'une durée de cinq ans, est estimé à 125,22 millions d'USD (766,34 millions de CNY), y compris les imprévus. Les provisions pour aléas techniques et financiers s'élèvent à 11,31 millions d'USD, soit 10% du coût total du projet. Ces estimations comprennent tous les impôts nationaux directs et indirects applicables. Les impôts sont estimés, pour l'ensemble des interventions du projet, à 2,11 millions d'USD, soit 1,7% du coût total du projet.

B. Financement du projet

26. Le projet est financé par le FIDA (prêt **de 34,35 millions d'EUR, équivalent approximativement à 43,00 millions d'USD** et don de **0,55 million de DTS, équivalent approximativement à 800 000 USD**); le gouvernement (environ 40,75 millions d'USD); les crédits mobilisés par les banques partenaires et garantis par le prêt du FIDA (environ 14,83 millions d'USD); les banques partenaires sur leurs fonds propres non garantis (10,36 millions d'USD); les coopératives et les entreprises (3,36 millions d'USD); et les bénéficiaires (12,11 millions d'USD). Le rapport entre le financement du FIDA et celui de tous les autres cofinanciers, y compris la part des agriculteurs bénéficiaires et la contribution du gouvernement, est de 1:1,85.

Tableau 1
Coût indicatif du projet par composante et source de financement
 (en millions d'USD)

	<i>Prêt du FIDA</i>	<i>Don du FIDA</i>	<i>IFP avec garantie</i>	<i>IFP sur fonds propres</i>	<i>Entreprises et coopératives</i>	<i>Gouvernement</i>	<i>Bénéficiaires</i>	<i>Total</i>
	<i>Montant</i>	<i>Montant</i>	<i>Montant</i>	<i>Montant</i>	<i>Montant</i>	<i>Montant</i>	<i>Montant</i>	<i>Montant</i>
1. Promotion et développement du secteur agroalimentaire								
1.1: Appui aux coopératives agricoles existantes	0,35				0,21	0,14		0,70
1.2: Promotion de nouvelles coopératives agricoles	1,21					1,21		2,43
1.3: Services de développement d'entreprise		0,45			0,11	0,09		0,65
1.4: Mobilisation de crédits ou mécanisme de garantie	5,62		7,10		3,04	0,57		16,33
Sous-total	7,19	0,45	7,10		3,36	2,01		20,11
2. Expansion de la production et accroissement de la productivité agricoles								
2.1: Amélioration de la production agricole	28,87		7,73	10,36		18,70	12,11	77,78
2.2: Développement de l'infrastructure	2,92					7,14		10,06
2.3: Amélioration des stations de vulgarisation et formation des agents et des agriculteurs	2,80					2,80		5,60
Sous-total	34,58		7,73	10,36		28,64	12,11	93,43
3. Gestion du projet								
3.1: Bureau de gestion de projet au niveau provincial		0,35				1,75		2,09
3.2: Bureaux de gestion du projet au niveau préfectoral						1,88		1,88
3.3: Bureaux de gestion du projet au niveau cantonal	1,23					6,48		7,71
Sous-total	1,23	0,35				10,10		11,68
Coût total du projet	43,00	0,80	14,83	10,36	3,36	40,75	12,11	125,22

IFP = Institutions financières participantes

Tableau 2
Coût indicatif du projet par catégorie de dépenses et source de financement*
 (en millions d'USD)

	Prêt du FIDA		Don du FIDA		IFP avec garantie		IFP sur fonds propres		Entreprises et coopératives		Gouvernement		Bénéficiaires		Total			
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%		
I. Coûts d'investissement																		
A. Services consultatifs et autres	2,5	53,8	0,7	14,3					0,0	0,4			1,5	31,5			4,7	3,7
B. Crédit					14,8	51,6	10,4	36,0	3,0	10,6			0,5	1,9			28,8	23,0
C. Fonds de garantie	5,0	100,0															5,0	4,0
D. Équipement et matériel	0,4	41,2											0,5	58,8			0,9	0,7
E. Biens, services et intrants	28,9	48,7											18,3	30,9	12,1	20,4	59,3	47,4
F. Dépenses de fonctionnement													0,2	100,0			0,2	0,1
G. Ateliers													0,6	100,0			0,6	0,5
H. Formation	1,5	31,8	0,1	2,8					0,3	6,2			2,8	59,2			4,7	3,8
I. Travaux	4,7	35,5											8,6	64,5			13,4	10,7
Coûts totaux d'investissement	43,0	36,6	0,8	0,7	14,8	12,6	10,4	8,8	3,4	2,9	33,1	28,2	12,1	10,3	117,6	93,9		
II. Coûts récurrents																		
A. Salaires et indemnités													5,4	100,0			5,4	4,3
B. Dépenses de fonctionnement													2,2	100,0			2,2	1,8
Coûts totaux récurrents											7,6	100,0			7,6	6,1		
Coût total du projet	43,0	34,3	0,8	0,6	14,8	11,8	10,4	8,3	3,4	2,7	40,8	32,5	12,1	9,7	125,2	100,0		

* Les catégories définitives de décaissement seront décidées au cours des négociations menées conformément aux procédures du FIDA et, par souci d'efficacité, leur nombre sera limité à cinq.

C. Résumé des avantages et analyse économique

27. **Avantages et bénéficiaires.** Les investissements dans l'infrastructure de production permettront aux paysans de passer d'une agriculture de subsistance à une agriculture commerciale et d'intensifier la production actuelle des cultures de rapport. L'amélioration de l'irrigation entraînera une hausse importante des rendements, et les investissements dans le réseau routier rural permettront aux paysans et aux coopératives d'accéder aux marchés, tout en diminuant les frais de transport et en acheminant des produits à destination en meilleur état. Les paysans bénéficieront aussi de la fourniture d'intrants agricoles, de conseils de vulgarisation et de services financiers ruraux qui leur permettront d'investir dans des systèmes de productions agricoles et animales mieux valorisées, qui sont actuellement hors de leur portée en raison des coûts d'entrée élevés.
28. Le surcroît de production agricole attendu est de l'ordre de 27 000 tonnes d'agrumes, 22 000 tonnes de riz, 94 000 tonnes d'animaux sur pied, 9 200 tonnes de légumes, 8 300 tonnes de champignons, 1 400 tonnes de thé, et 9 300 tonnes de produits divers, tels que melons et lotus. Une centaine de coopératives et de nombreuses entreprises bénéficieront de meilleurs services pour leurs membres, de modèles opérationnels favorables aux pauvres et de filières commerciales améliorées. En renforçant leurs compétences en matière de gestion et de commerce, le projet leur apportera des avantages durables à long terme et accroîtra leur capacité de participation aux marchés. Le nombre total de bénéficiaires du projet devrait être cumulativement de 387 000 ménages (1 548 000 personnes), dont 194 000 (776 000 personnes) bénéficieront directement des activités agricoles (27 400) et du développement de l'infrastructure d'irrigation et des routes (119 000 ménages) – en sus de la formation technique, des services de vulgarisation et du meilleur accès aux filières. En outre, des emplois seront créés au profit de nombreux ruraux pauvres. Les principaux bénéficiaires

seront les paysans exploitant une superficie moyenne de 3 à 5 mu de terres arables (1 hectare = 15 mu). Certains d'entre eux pratiquent déjà des cultures de rapport et les autres bénéficieront d'un appui pour s'y lancer.

29. **Analyse économique.** Le taux de rentabilité économique interne (TREI) et la valeur actuelle nette (VAN) du projet ont été calculés sur la base des investissements prévus à la composante 1, conjugués au développement de l'infrastructure de production et à l'expansion de la production visés à la composante 2. L'analyse financière des activités de production montre que tous les investissements seront rentables. Les résultats de l'analyse économique et des études de sensibilité, indiquent que les investissements seraient rentables même si les avantages devaient être sensiblement réduits ou si les coûts étaient plus élevés que prévu.
30. Dans l'hypothèse de base, l'analyse économique aboutit à un TREI de 31% et à un rapport coût-bénéfice de 1,37 sur la base d'un taux d'actualisation de 10%. La VAN économique est estimée, sur une durée de 20 ans, à 877 694 000 CNY au taux d'actualisation de 10%, à 680 504 000 CNY au taux de 12%, et à 1 132 468 000 CNY au taux de 8%. Une série d'études de sensibilité ont été menées pour tester la solidité du projet: des hausses de 10, 20 et 40% de l'ensemble des coûts font baisser le TREI à 24, 18 et 8%, respectivement; une réduction de 10 et 20% de l'ensemble des avantages fait tomber le TREI à 24 et 16%, respectivement; un retard d'un et de deux ans dans la concrétisation des avantages après la réalisation des investissements ramène le TREI à 19 et 12%, respectivement. Ces études concluent à la solidité du projet dans toutes les hypothèses sauf celles de l'augmentation de 40% des dépenses, de la réduction de 40% des avantages, et du retard de deux ans dans la concrétisation des avantages. Le projet semble donc dans l'ensemble plus sensible à la réduction des avantages et au retard dans leur concrétisation qu'à la hausse des coûts.

D. Durabilité

31. Dans l'ensemble, la durabilité du projet est jugée élevée en raison de l'effort croissant et continu déployé par les pouvoirs publics dans le cadre de leurs programmes généraux de réduction de la pauvreté et de l'engagement des BGP aux échelons de la province, des préfectures et des cantons. Il est probable que le gouvernement continuera à soutenir le développement global de la zone d'intervention après l'achèvement fin du projet. Les innovations réussies seront reproduites par le gouvernement et les autres acteurs afin de développer l'économie rurale et de réduire la pauvreté. Il conviendrait cependant d'attirer l'attention des BGP et des agents d'exécution concernés sur l'importance de la stratégie de sortie du projet et du plan de pérennisation, qui comprendront l'application à plus grande échelle des activités concluantes du projet et des services techniques et d'appui durables à ses bénéficiaires. La pérennisation dépendra au plus haut point de la formation de toutes les parties prenantes à l'élaboration des plans d'entreprise, et de celle des paysans et de leurs conseillers à l'établissement des budgets agricoles. Elle sera conditionnée en outre par la mise au point d'un mécanisme adéquat de financement de chaque proposition (crédits, apports en nature et dotations).

E. Identification et atténuation des risques

32. Le projet est conçu de façon à répondre aux besoins exprimés par les bénéficiaires potentiels après une analyse exhaustive des contraintes et des possibilités de développement existant dans les zones ciblées par le projet. Les activités proposées sont cohérentes avec les politiques et stratégies de réduction de la pauvreté et de développement rural menées par les pouvoirs publics dans la province de Jiangxi. Par conséquent, les risques auxquels le projet est exposé tiennent à l'évolution rapide des conditions des marchés et de l'environnement économique général, aux processus d'exécution axés sur les résultats et aux effets du changement climatique. Les risques institutionnels sont liés principalement au fait qu'un grand nombre des coopératives

seront nouvelles et inexpérimentées. Ils seront atténués du fait que le projet est piloté par la demande et qu'il suit une approche filières, ce qui permet de procéder à des ajustements en cours d'exécution et d'adopter des pratiques intelligentes face au climat. Le renforcement des BGP, des coopératives, des entreprises et des paysans leur permettra de résoudre rapidement les problèmes qui pourraient menacer la réussite du projet. Pour parer aux risques qui pourraient mettre en difficulté les services financiers du projet, il est prévu de lever les liquidités disponibles sur les marchés financiers ruraux, au lieu de recourir à une ligne de crédit dédiée. L'application de bonnes pratiques internationales¹ à l'établissement et à la mise en œuvre du fonds de garantie, destiné à financer l'agriculture paysanne, n'est pas encore suffisamment expérimentée en Chine, et nécessitera par conséquent une mise au point et une supervision intensives.

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

33. La conception du projet est cohérente avec les politiques du FIDA. Plus précisément: a) des stratégies spécifiques d'intégration de l'égalité des sexes ont été élaborées conformément à la politique du FIDA relative à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes; b) la sélection des villages et des ménages bénéficiaires respecte la politique de ciblage du FIDA en faveur des ruraux pauvres; c) les méthodes participatives du projet ont été conçues conformément aux politiques, règles et procédures applicables du FIDA; d) la promotion d'une finance rurale innovante est conforme à la politique du FIDA en matière de finance rurale; e) la stratégie d'application à plus grande échelle des résultats positifs du projet a été conçue dans la ligne de la politique correspondante du FIDA; f) les risques liés au changement climatique ont été analysés et des mesures ont été mises au point pour en atténuer les effets négatifs potentiels conformément à la stratégie du FIDA relative au changement climatique; g) l'appui aux entreprises a été conçu en accord avec la stratégie du FIDA concernant le secteur privé: développement et partenariat; et h) les effets négatifs potentiels sur l'environnement ont été analysés et des mesures ont été élaborées pour les atténuer conformément à la politique du FIDA concernant l'environnement et la gestion des ressources naturelles. En conséquence, le projet a été classé dans la catégorie B (faible probabilité d'effet négatif important sur l'environnement).

B. Alignement et harmonisation

34. Le projet s'inscrit dans le droit fil des stratégies de réduction de la pauvreté du gouvernement, à savoir le douzième plan quinquennal (2011-2015) national pour le développement économique et social, et les politiques et programmes de développement rural du gouvernement (en particulier son programme décennal [2011-2020] de réduction de la pauvreté et de développement rural). Le projet vise à réduire la pauvreté en intégrant les petits exploitants dans des filières agricoles, en accroissant les capacités des ruraux pauvres en matière de gestion par les ménages de la productivité agricole grâce à un renforcement de l'information et des services techniques, et en favorisant une agriculture commerciale tournée vers des produits économiquement rentables et dotée de liens solides avec les marchés. Ces activités contribueront à atténuer les disparités régionales de développement rural, tout en concourant à réaliser l'objectif que s'est fixé le gouvernement d'instaurer un modèle de société *xiaokang*².

¹ Credit Guarantee Systems for Agriculture and Rural Enterprises Development (Rome: FAO, 2103).

² Une société "modérément prospère" offrant "des opportunités économiques à tous" et ne visant pas seulement le progrès matériel mais aussi l'harmonie sociale.

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

35. La reproduction à plus grande échelle des interventions réussies ainsi que des innovations sera intégrée dans les PTBA du projet. Les collectivités locales inscriront l'application à plus grande échelle des opérations réussies dans leurs plans de développement, soit en appuyant la reproduction locale des innovations, soit en les appliquant et en les diffusant plus largement en dehors des zones immédiates d'intervention du projet par l'intermédiaire des autorités gouvernementales et autres. De surcroît, grâce au mécanisme de garantie novateur mis au point dans le cadre du projet pour lever des capitaux, le FIDA et le gouvernement acquerront une précieuse expérience, dont les effets s'étendront au-delà du seul projet.

D. Participation à l'élaboration des politiques

36. Le FIDA mettra à profit le projet pour créer des structures de consultation avec certains partenaires institutionnels dans les domaines suivants: services financiers ruraux innovants; recherche et développement concernant les filières afin d'améliorer l'accès des paysans à des marchés haut de gamme; remembrement foncier; intégration de l'égalité des sexes dans les programmes de développement; appui aux coopératives agricoles pour leur permettre de gagner en efficacité et en durabilité; et poursuite de l'innovation ainsi que de la diffusion des bonnes pratiques. Le FIDA encouragera le gouvernement de la province à collaborer aux analyses menées dans ces domaines et à participer activement aux forums de débat et aux séminaires de la coopération Sud-Sud.

VI. Instruments et pouvoirs juridiques

37. Un accord de financement entre la République populaire de Chine et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur/au bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
38. La République populaire de Chine est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
39. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VII. Recommandation

40. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant les résolutions suivantes:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République populaire de Chine un prêt à des conditions ordinaires d'un montant équivalant à trente-quatre millions trois cent cinquante mille euros (34 350 000 EUR), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République populaire de Chine un don d'un montant équivalant à cinq cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (550 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated financing agreement:

"Jiangxi Mountainous Areas Agribusiness Promotion Project (JiMAAPP)"

(Negotiations concluded on 27 November 2014)

Loan Number: _____

Grant Number: _____

Project Title: Jiangxi Mountainous Areas Agribusiness Promotion Project (the "Project")

People's Republic of China (the "Borrower")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), and the Allocation Table (Schedule 2).

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.

3. The Fund shall provide a Financing to the Borrower (the "Financing"), which the Borrower shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

4. The Financing consists of a Loan in the amount of thirty four million three hundred and fifty thousand euros (EUR 34 350 000) and a Grant in the amount of five hundred and fifty thousand Special Drawing Rights (SDR 550 000).

5. The Loan is granted on ordinary terms and shall have a maturity period of eighteen (18) years including a grace period of five (5) years.

6. The Loan Service Payment Currency shall be EUR.

7. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 January.

8. Payments of principal and interest shall be payable on each 15 June and 15 December.

9. There shall be one Designated Account denominated in EUR opened and maintained by the Department of Finance (DOF) of the Jiangxi Province in a commercial bank acceptable to the Fund to receive the Loan proceeds (the "Loan Designated Account"). There shall be one Designated Account denominated in United States dollar (USD) maintained by the DOF of the Jiangxi Province in a commercial bank acceptable to the Fund to receive the Grant proceeds (the "Grant Designated Account"). The Designated Accounts shall be protected against set-off, seizure or attachment on terms and conditions proposed by the Borrower and accepted by IFAD.

10. The Borrower shall provide counterpart financing for the Project and shall cause the Government of the Jiangxi Province and each participating county government to provide counterpart financing for the Project in a total amount equivalent to approximately USD 40.75 million to cover activities such as work, goods, services, equipment, material and recurrent costs for all Project Management Offices (PMOs) and taxes. Project beneficiaries shall provide a contribution in cash or in kind of approximately USD 12.11 million, enterprises and cooperatives shall contribute approximately USD 3.36 million and participating banks shall contribute approximately USD 25.2 million for leveraged credit. The counterpart funds shall be channelled and made available for the Project.

11. Project Accounts shall be maintained by the Provincial Project Management Office (Provincial PMO), Prefecture Project Management Offices (Prefecture PMOs), County Bureaux of Finance (BOFs) and County Project Management Offices (County PMOs) in Chinese Yuan (CNY) in commercial banks acceptable to IFAD, to receive the proceed of the financing and/or counterpart funds.

Section C

12. The Lead Project Agency shall be the provincial Department of Agriculture (DOA) designated by the Government of the Jiangxi Province, acting through the Jiangxi Provincial Rural Social Development Bureau, for the overall coordination and supervision of the Project activities.

13. Additional Project Parties shall include the DOF/BOFs, the Bureaux of Water Resources (BOWRs), the Bureaux of Transportation (BOTs), the Bureaux of Agriculture (BOAs), Bureaux of Livestock (BOLs), the Rural Economic and Cooperative Management Bureaux (RECMBs), Township Project Facilitators (TPFs), Village Implementing Groups (VIGs).

14. The Project Completion Date shall be the fifth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

Section D

15. The Financing shall be administered and the Project supervised by the Fund. In addition to supervision missions, which shall normally be carried out at least once a year, the Fund shall conduct a mid-term review to be carried out towards the third year of the Project.

Section E

16. The following is designated as an additional ground for suspension of this Agreement:

- (a) The Project Implementation Manual (PIM), or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior consent of the Fund, and the Fund has determined that such waiver, suspension, termination, amendment or modification has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project.

17. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:

- (a) The Provincial PMO, the Prefecture PMOs and at least one County PMO shall have been duly established and composed in accordance with Schedule 1, Section II and the respective key Project staff shall have been selected;
- (b) The Borrower, through the Lead Project Agency, shall have submitted, and the Fund shall have received, an official document confirming the availability of adequate counterpart funds for the first Project Year;
- (c) The Loan Designated Account shall have been duly opened, the Grant Designated Account shall have been maintained separately and the authorized signatories shall have been submitted to the Fund;
- (d) A draft PIM shall have been prepared and has been approved by the Fund; and
- (e) A computerized accounting system acceptable to the Fund shall have been identified and selected by the Provincial PMO.

18. The following is designated as an additional specific condition precedent to withdrawal:

- (a) No withdrawals shall be made in respect of expenditures under Category IV until a draft Participating Bank or Guarantee Agency Subsidiary Agreement referred to in Schedule 1, Section II-B has been approved by the Fund.

19. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower:

Minister for Finance of the People's Republic of China
 Ministry of Finance
 No. 3 Nansanxiang, Sanlihe, Xicheng District
 Beijing 100820
 People's Republic of China

For the Fund:

President
 International Fund for Agricultural Development
 Via Paolo di Dono, 44
 00142 Rome, Italy

This Agreement, dated [], has been prepared in the English language in six (6) original copies, three (3) for the Fund and three (3) for the Borrower.

PEOPLE'S REPUBLIC OF CHINA

 Authorized Representative
 [Title]

INTERNATIONAL FUND FOR
 AGRICULTURAL DEVELOPMENT

 Kanayo F. Nwanze
 President

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. **Target Population.** The Project target groups shall primarily be the poor rural men and women in the Luoxiao Mountain Block Area, in Jiangxi Province and their cooperatives, and the agro-enterprises that are committed to developing linkages with poor producers. The Project shall be implemented in the following ten counties from three prefectures: JiAn, Suichuan, Jinggangshan, Yongxin and WanAn of JiAn Prefecture; Huichang, Anyuan, Chongyi and Ruijin of Ganzhou Prefecture; and Lianhua of Pingxiang Prefecture (the "Project Area").
2. **Goal.** The Project goal is to help the Borrower develop and implement pilot programmes that sustainably address the chronic poverty prevailing in pockets of remote and mountainous areas.
3. **Objectives.** The objectives of the Project are to increase farmers' production bases, improve agricultural production efficiencies, enhance product quality and improve margins along the value chains, especially at the farm level. The Project will promote agribusiness development through cooperatives and enterprises, emphasizing market access for farm products.
4. **Components.** The Project shall consist of the following three components:

Component A: Agribusiness Promotion and Development

The objectives of this component are to (i) enhance capacity building for cooperatives, enterprises and micro-enterprises and establish linkages between these and target farmers; and (ii) assist cooperatives and enterprises to enhance their role in the development of value chains within the chosen sector.

This component will be implemented through the following sub-components: (i) Support to Existing Farmer Cooperatives; (ii) Promotion of New Specialized Farmer Cooperatives (SFC); (iii) Business Development Services; (iv) Establishment of a Credit Leverage or Guarantee Facility.

Sub-component A.1 - Support to Existing Farmer Cooperatives. The Project will finance training, advisory services, technical assistance and support for selected existing farmer cooperatives in order to improve their management, business capacity, their access to the credit and profitability and to expand their business. The Project will support the development of business plans and link cooperatives into value chains.

Sub-component A.2 - Promotion of New Specialized Farmer Cooperatives (SFC). The following activities are foreseen under this sub-component:

- (a) *Establishment of new SFC.* The Project will finance the training advisory support for the establishment of the new SFC in accordance with national laws, including training to improve the business operations of the cooperative as well as the internal governance processes and basic office facilities and equipment.
- (b) *Strengthening Capacity of Economic Management Stations (EMSs).* The Project will finance training to cooperative promoters within the County EMSs to enable them to perform their role fully as coaches and facilitators for the process of cooperative development. The Project will provide training to cooperative promoters in each county of the Project Area.
- (c) *Promotion of Cooperative Federations.* The Project will support the creation of one Federation in each county of the Project Area.

Sub-component A.3 - Business Development Services. The Project will finance: (i) a need assessment study of the capacity-building requirements of the implementing agencies (IAs) and the support to IAs to develop, coordinate and monitor business linkages between

the farmers, the cooperatives and the enterprises; (ii) the capacity-building of farmers and enterprises selected in accordance with the criteria defined in the PIM, to improve their management and business capacity, expand their business and improve their profitability, while at the same time improving the value chain linkages between enterprises and poor rural households and their cooperatives; (iii) support the development of business plans by enterprises and/or cooperatives selected in accordance with criteria defined in the PIM; and (iv) undertake studies to value chains most important for the Project Area and Target Population in accordance with criteria defined in the PIM.

The PIM will set forth the selection and eligibility criteria for the business plans and participating farmers who will be linked into a business model. A Memorandum of Understanding drafted in accordance with the model provided for in the PIM, will be signed between the participating farmers and their business partners (enterprise and/or cooperative).

Sub-component A.4 - Establishment of a Credit Leverage or Guarantee Facility. The objective of this sub-component is to provide a guarantee cover loans to selected cooperatives and agro/enterprises in order to enable them to access credit and other banking services for eligible activities as determined in the PIM. Participating banks or guarantee agencies will be selected in accordance to criteria defined in the PIM.

Subsidiary Agreement: A subsidiary agreement will be entered into between the BOF and the selected guarantee agency or bank in the form provided in the PIM. The draft subsidiary agreement shall be approved by the Fund and the Lead Project Agency prior to its signature.

Other activities such as technical assistance for the establishment of the Credit Leverage or Guarantee Facility, training in due diligence, risk management, studies and workshops will be financed under this sub-component to Project staff, government officials, SFC and guarantee agencies and participating banks.

Component B: Farm Production Expansion and Productivity Enhancement

The objective of this component is to support the building of appropriate infrastructure and the establishment of farm production capacity. Training and technical assistance shall be provided to improve target farm business management skills and to support the improvement of production efficiencies. The objectives shall be achieved through the following sub-components:

Sub-component B.1 - Farm Production Improvement. Activities under this sub-component include: (i) technical assistance to improve farming techniques and on management, disease and pest control; (ii) the supply of quality seeds; (iii) the provision of inputs for the construction of inter alia, livestock sheds/poultry, initial sows/calves/chicks as well as working capital etc.; and (iv) the conclusion of contract farming arrangements through farmer cooperatives or enterprises, for the collection of farmers' produce, and their subsequent processing and marketing. The eligibility and selection criteria for these activities shall be defined in the PIM.

Sub-component B.2 - Infrastructure Development. The activities under this sub-component include: (i) funding of projects to improve on-farm irrigation and production road systems within the production bases of their cooperatives; (ii) funding of projects for improvement of public irrigation and village road system; (iii) training for cooperative members; and (iv) establishment and training of road maintenance groups and water users associations. The eligibility and selection criteria for these activities shall be defined in the PIM.

Sub-component B.3 - Extension Services Improvement and Staff and Farmer Training. The objective of this sub-component is to provide capacity-building to the Township Integrated Technical Service Stations (TITSSs). The activities under this sub-component include: (i) the financing of infrastructure and equipment base for selected poor TITSSs; (ii) training of TITSSs staff on updated technologies of agricultural production and

particularly on the knowledge of agribusiness and value chain; (iii) linking farmer cooperatives and Project target farmers with experts of other service providers as required to address issues met during the Project implementation; and (iv) organizing knowledge exchange, cross visits, and participation in technical workshops to promote scaling up of positive results.

The eligibility and selection criteria for the infrastructure and equipment base activities shall be defined in the PIM.

Component C: Project Management and Coordination

The Project will support the establishment and effective function of PMOs at provincial, prefecture and county levels. Project implementation will be substantially decentralized to the County PMOs. The organization and management is outlined in Section II below.

II. Implementation Arrangements

A. Organization and Management

1. Lead Project Agency

1.1. The Lead Project Agency shall be the DOA of the Jiangxi Province, acting through the Jiangxi Provincial Rural Social Development Bureau, for the overall coordination and supervision of the Project.

2. Project Leading Groups (PLGs)

2.1. *Establishment and composition.* The PLGs shall be established at provincial, prefecture and county levels respectively by the province, prefecture and each county where the Project shall be implemented. Each PLG shall be chaired by a senior official of government of the same level and include the representatives from relevant departments, bureaux and institutions as appropriate.

2.2. *Responsibilities.* The PLGs shall provide overall guidance and be responsible for the coordination and planning of Project implementation at their respective levels. Key responsibilities of PLGs shall include: (i) overall supervision of PMO's operations and Project performance; (ii) coordination of counterpart funds mobilisation for carrying out the Project; (iii) review and approval of Project Annual Work Plans and Budgets (AWPBs); and (iv) coordination of Project IAs.

3. Provincial Project Management Office (Provincial PMO)

3.1. *Establishment.* A Provincial PMO will be established by the DOA and located within the DOA. The DOA shall select one director and the deputy director.

3.2. *Composition.* The composition of the Provincial PMO shall include the following key positions: a director, a planning and monitoring and evaluation (M&E) officer, an agribusiness and financing officer, a knowledge management and gender coordinator, an accountant and a cashier. Qualified staff shall be selected according to the Borrower's applicable procedures.

3.3. *Responsibilities.* The Provincial PMO shall be responsible for coordinating Project implementation across the Project Area. Its main responsibilities shall be to formulate Project regulations and provide general oversight on the implementation of Project activities by the Prefecture, County and Township PMOs and shall also include the following:

- (a) Consolidation of AWPBs and coordination of Project implementation;
- (b) Establishment of Project M&E system;
- (c) Training and coaching of County PMOs and IAs;
- (d) Support the financial management of the Project, including processing reimbursement of Project expenses and withdrawal of funds;
- (e) Undertaking and overseeing procurement under the Project;
- (f) Manage the Credit Leverage or Guarantee Facility and conclude subsidiary agreements with participating banks or guarantee agencies; and
- (g) Project reporting.

4. *Prefecture Project Management Office (Prefecture PMO)*

4.1. *Establishment.* A Prefecture PMO shall be established by the BOA of the Prefecture government. The Prefecture PMO shall be responsible for the coordination and management of Project activities in the counties of the Project Area under its jurisdiction.

4.2. *Composition.* The composition of the Prefecture PMO shall include the following key positions: a director, a planning and M&E officer, an agribusiness and financing officer, a knowledge management and gender coordinator, an accountant and a cashier. Qualified staff shall be selected according to the Borrower's applicable procedures.

4.3. *Responsibilities.* Under the leadership of the Provincial PMO, the Prefecture PMO responsibilities in its respective jurisdiction, shall include, among others:

- (a) Monitoring and supervision of Project implementation under its jurisdiction;
- (b) Facilitating Project reporting and communication;
- (c) Providing implementation support, where necessary;
- (d) Providing appropriate training to County PMOs and IAs;
- (e) Promoting knowledge capturing and sharing, including learning among counties; and
- (f) Coordinating Project financing and other support needed to counties.

5. *County Project Management Offices (County PMOs)*

5.1. *Establishment.* The County PMOs shall be established in each county of the Project Area by the DOA and located within BOAs.

5.2. *Composition.* The composition of the County PMOs shall include the following key positions: a director, a planning and M&E officer, an agribusiness and financing officer, a knowledge management and gender coordinator, an accountant and a cashier. Qualified staff shall be selected according to the Borrower's applicable procedures.

5.3. *Responsibilities.* The County PMOs shall be responsible for coordinating Project implementation at county level. Their responsibilities include, among others:

- (a) Development of AWPBs through participatory approaches;
- (b) Coordination and supervision of Project implementation;
- (c) Provision of appropriate training to IAs, TPFs and VIGs and other partners in terms of Project strategy and implementation requirements;
- (d) Preparation of documents for reimbursement;
- (e) Transfer or monitoring the transfer of Project funds to IAs on time;

- (f) Organizing and/or monitoring of Project procurement;
- (g) Undertaking Project M&E and reporting;
- (h) Promoting Project knowledge capturing and sharing; and
- (i) Applying eligibility criteria to identify target groups and enterprises, cooperatives for participating in the Project.

5.4. *Business Plan Appraisal Committee (BPAC)*. Under the guidance of the Provincial PMO, the County PMO shall establish a BPAC. The composition and responsibilities of the BPAC, including its governance and administration, frequency of meetings, voting procedures, evaluation and review process of the business plans, record keeping shall be defined in the PIM. A qualified full-time staff member for the County PMO shall serve as secretary and non-voting member on the BPAC.

6. *Township Project Facilitators (TPFs)*

6.1. *Composition*. The TPF shall be appointed among the existing staff of township government, to support Project implementation utilizing existing facilities on a part-time basis. At least two designated staff shall provide support to the County PMO and IAs in implementing Project activities within the township, on a part-time basis.

6.2. *Responsibilities*. The TPF's key responsibilities include:

- (a) Oversee the implementation of Project activities in the township;
- (b) Identify and ascertain eligibility of participating enterprises, cooperatives and villages in line with Project targeting strategy;
- (c) Facilitate village-level mobilization and validate activities to be implemented in line with Project objective;
- (d) Review activity prioritization of the township and extent of poverty coverage;
- (e) Coordinate the township technical stations/centres and other participating partners in Project implementation;
- (f) Consolidate the M&E data collected by VIGs, enterprises and cooperatives and report to County PMOs; and
- (g) Liaise with target villages, farmer cooperatives and enterprises within the township.

7. *Village Implementing Groups (VIGs)*

7.1. *Establishment*. The VIG shall be established by the local authorities with the support of the County PMOs in each selected administrative village.

7.2. *Composition*. The VIG will be chaired by the Head of the village committee and composed of approximately 6-8 people, including approximately 3-4 farmer representatives from different well-being household categories and including women and the poor and vulnerable.

7.3. *Responsibilities*. The VIGs' major responsibilities include:

- (a) Categorization of households based on participatory well-being ranking within the village;
- (b) Identification of Project activities, prioritization of eligible groups through participatory approach, and reporting to the PMOs for the development of AWPBs;
- (c) Organization of the poor and vulnerable households to participate in Project activities;
- (d) Monitoring Project implementation and collecting M&E data as required; and
- (e) Organization of the operation and maintenance of community infrastructure built by the Project, where relevant.

B. Implementation of Components

8. Component A: Agribusiness Promotion and Development

8.1. *Training, Technical Support and Capacity Building.* The training, advisory service, technical assistance and support to cooperatives activities under this component shall be implemented by the RECMB as well as specialist trainers, consultants and business support service providers contracted in accordance with this Agreement.

8.2. *Development and Execution of Business Plans.* Activities related to the development and execution of business plans will be implemented by the County PMO who shall be responsible to oversee and monitor the implementation of the business plans under the overall supervision of the Provincial PMO. The BPAC established by the County PMOs shall be responsible for the review, assessment and selection of the business plans in accordance with the selection and eligibility criteria defined in the PIM and shall make a recommendation to the County PMO.

8.3. *Credit Leverage or Guarantee Facility.* Activities under sub-component A.4 shall be implemented by selected specialized guarantee agencies and banks at county level selected in accordance with criteria specified in the PIM. To this end, a subsidiary agreement shall be entered into by BOFs with each selected participating bank or guarantee agency.

8.3.1. *Agreements with Participating Banks.* The BOFs shall enter into an agreement with each participating bank selected in accordance with eligibility and selection criteria defined in the PIM. The agreement shall provide amongst other things: the financing of the loans through their own funds, the type and use of guarantee made available by the guarantee agency and the interest rate levels.

8.3.2. *The Participating Bank or Guarantee Agency Subsidiary Agreement.* The relevant BOFs shall enter into an agreement with each participating bank or guarantee agency for the implementation of the Credit Leverage or Guarantee Facility sub-component A.4. To this end a subsidiary agreement shall be drafted which shall provide, among other things, that:

- (a) The participating bank or guarantee agency shall declare its commitment to the goals and purposes of the Project as stated in Schedule 1 and, in furtherance of such goals and purposes, it shall undertake to carry out activities under the Credit Leverage or Guarantee Facility Component A in accordance with this Agreement;
- (b) The Borrower through the BOF, shall transfer Project resources to the relevant participating bank or guarantee agency in accordance with the AWPBs;
- (c) The participating bank or guarantee agency shall implement the Credit Leverage or Guarantee Facility in accordance with the criteria described in the PIM.

8.3.3. The Borrower, through the Lead Project Agency, shall submit a draft of the Participating Bank or Guarantee Agency Subsidiary Agreement to the Fund for non-objection.

9. **Component B: Farm Production Expansion and Productivity Enhancement**

9.1. *Sub-component B.1 - Farm Production Improvement.* Activities under this sub-component in relation to annual/perennial cash crops shall be implemented by the BOA under the coordination of the PMOs. The BOL shall be responsible for the implementation of the livestock development activities. The Project sites and villages where activities will be implemented under this sub-component shall be selected by the County PMOs in accordance with criteria defined in the PIM. The BOA of each county of the Project Area shall provide technical services to Project beneficiaries.

9.2. *Sub-component B.2 - Infrastructure Development.* Implementation of the activities under this sub-component shall follow a participatory approach through village level road maintenance groups and water users associations. Under the coordination of the PMOs, the Prefecture and County BOTs shall be responsible for the implementation of the road improvement related activities through service providers such as professional construction contractors selected in accordance with this Agreement. Irrigation related activities shall be implemented by the Prefecture and County BOWRs through service providers such as professional construction contractors who shall be selected in accordance with this Agreement. The BOWR shall be responsible for technical guidance and supervision. The BOA and farmer cooperatives shall be responsible for the land levelling and preparation activities. The selection of infrastructure projects and intervention sites shall be done in accordance with the selection criteria specified in the PIM.

9.3. *Sub-component B.3 – Extension Services Improvement and Staff and Farmer Training.* Implementation responsibility for this sub-component shall remain with the BOAs. Since each of the BOAs includes an agriculture sub-sector and a livestock sub-sector, on behalf of the BOA these two sub-sectors shall carry out the specific responsibilities for cropping activities and livestock activities, respectively, under coordination of the PMO. The training activities shall be undertaken by specialist trainers, consultants and business support service providers contracted in accordance with this Agreement.

C. Project Implementation Manual

10. *Preparation.* The Provincial PMO shall prepare the draft PIM with the input from the Prefecture and County PMOs. The draft PIM shall include, among other things:

- (a) Terms of reference and implementation responsibilities of Project staff, consultants and likely service providers;
- (b) Criteria for the performance appraisal of the Project professional staff;
- (c) The composition of the BPAC and its responsibilities;
- (d) Eligibility and selection criteria for the capacity-building activities of TITSSs foreseen under sub-component B.3;
- (e) Eligibility criteria for the activities foreseen to support farmer cooperatives including training and development of business plans;
- (f) Targeting, eligibility and selection criteria for the intervention under sub-component B.1 (Farm Production Improvement) and sub-component B.2 (Infrastructure Development) for participating villages, cooperatives and other beneficiaries;
- (g) Project operational, financial and procurement procedures, including participatory planning, implementation and monitoring procedures;
- (h) Separate operational manual for the operational modalities of the Credit Leverage or Guarantee Facility including selection and eligibility criteria for the Guarantee Agencies and Participating Banks;

- (i) Model subsidiary agreements to be entered into by BOF and Guarantee Agencies and Participating Banks for the implementation of the Guarantee Facility;
- (j) Model contract to be entered into by farmers and cooperatives and/or enterprises; and
- (k) M&E system and procedures including the Results and Impact Management System (RIMS).

11. *Approval and Adoption.* The Lead Project Agency, through the Provincial PMO, shall forward the draft PIM to the Fund for comments and approval. The Lead Project Agency shall cause the PMOs to adopt the PIM, substantially in the form approved by the Fund, and the Lead Project Agency, through the Provincial PMO, shall promptly provide copies thereof to the Fund. If the Fund does not comment on the draft PIM within thirty (30) days after receipt, it shall be deemed approved.

Schedule 2*Allocation Table*

1. *Allocation of Loan and Grant Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the Grant allocation of the amounts of the Loan and the Grant to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Allocated (expressed in EUR)	Grant Amount Allocated (expressed in SDR)	Percentage of total expenditures
I Works	3 410 000		100% net of government contribution
II Goods, Services and Inputs	20 750 000		62% of total cost net of beneficiary contribution
III Equipment and Materials	260 000		40% of total cost
IV Credit, Guarantee Funds	3 590 000		100% net of taxes
V-a Consultancies	1 810 000		100% net of government, cooperatives and enterprises contributions
V-b Consultancies-Grant		420 000	100% net of taxes
VI-a Training	1 090 000	-	100% net of government, cooperatives and enterprises contributions
VI-b Training-Grant		80 000	100% net of taxes
Unallocated	3 440 000	50 000	
TOTAL	34 350 000	550 000	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

"Works" under Category I, shall mean eligible expenditures incurred related to:

- (i) technical station establishment in sub-component B.3, 50% of which shall be financed by the Loan and 50% from the government;

- (ii) works under sub-component B.2 "Production Base Infrastructure to facilitate farm productivity improvement", 30% of which shall be financed by the Loan and 70% from the government.

"Goods, Services and Inputs" under Category II, shall mean eligible expenditures related to the input for the implementation of activities under the sub-component B.1. The Loan shall finance 62% and government shall finance (including taxes) 38% of the total cost net of the beneficiary contribution.

"Equipment and Materials" under Category III, shall mean eligible expenditures incurred related to equipment and material in Components B and C. The Loan shall finance 40% and government shall finance 60% (including taxes) of the total cost.

"Credit, Guarantee Funds" under Category IV, shall mean eligible expenditures incurred related to the Credit Leverage or Guarantee Facility under Component A to support leverage credit funds from banks.

"Consultancies" under Category V-a, shall mean eligible expenditures incurred related to services and consultancies for:

- (i) standardized SFC development under sub-component A.2, 50% of which shall be financed by the Loan and 50% will be from the government;
- (ii) establishment of Guarantee Facility and Credit Leverage from participating banks under Component A, which shall be financed 100% total cost net of taxes by the Loan;
- (iii) M&E at County PMO level under Component C which shall be financed 100% net of taxes by the Loan.

"Consultancies-Grant" under Category V-b, shall mean eligible expenditures incurred related to:

- (i) business development services under Component A;
- (ii) technical assistance to value chain financing studies, computerized accounting software, business development services and Credit Leverage or Guarantee Facility implementation support under Component C.

"Training" under Category VI-a, shall mean eligible expenditures incurred related to:

- (i) study visit under Component C for Project staff to other project areas in China co-financed by the Fund, which shall be financed 100% net of taxes by the Loan;
- (ii) training of the County PMO staff under county Project management in Component C which shall be financed 10% of the total cost by the Loan;
- (iii) all other trainings activities shall be financed 50% of the total cost by the Loan.

"Training-Grant" under Category VI-b, shall mean eligible expenditures incurred related to training for capacity support for management staff under sub-component A.3.

2. *Retroactive Financing.* Withdrawals not exceeding in the aggregate the equivalent of EUR 800 000 to pre-finance activities may be made from the Loan Account in respect of expenditures for: training and capacity building workshops for Project beneficiaries and staff of the various PMOs and IAs, consulting services related to the studies and field surveys, seasonally dependent crop demonstration activities by the cooperatives, exposure visits for knowledge management and experience sharing incurred as from 8 April 2014. Such expenditures may be considered Eligible Expenditures for all purposes of this Agreement.

Logical framework

Narrative Summary	Key Performance Indicators ³	Means of Verification	Assumptions (A)/Risks ®
GOAL⁴			
Assist the People's Republic of China develop and implement pilot programmes that sustainably address the chronic poverty prevailing in pockets of remote and mountainous areas.	27,400 HHs have improved asset ownership index compared to RIMS baseline	-Government Statistics -RIMS	
OBJECTIVES			
Increasing farm production bases, improving farm production efficiencies, enhancing the capacity and capabilities of cooperatives and enterprises, and improving margins along the selected value chains, especially at farm level.	<ul style="list-style-type: none"> • Average incomes of rural poor households supported with annual and perennial crop production packages increased by 20% at project completion; and • 27,400 HHs are actively participating in commercial farming by project year 5 	-RIMS and benchmark surveys; -Impact assessment.	-Continued government support to poor rural areas; -Increased income improves assets; -Increased income of households leads to reducing child malnutrition.
OUTCOME BY COMPONENT (gender disaggregated)			
Outcome 1: Enhancement/establishment of Cooperatives 1.1 Cooperatives strengthened, increased profits and increased membership 1.2 Cooperatives able to access credit 1.4 Establishment of 50 inclusive, pro-poor farmer cooperatives 1.4 Establishment of sustainable and effective cooperative federations	<ul style="list-style-type: none"> • Profits of cooperatives increased by 25% by end of project • 1,000 poor households are members or suppliers of cooperatives • At least 25% of cooperatives are able to get loans from financial institutions • 50 well-functioning new farmer cooperatives established - average of 100 members • 10 Cooperative federations established and functioning 	<ul style="list-style-type: none"> • Project M&E reports • Financial statements and accounting records of cooperatives • Assessment of cooperatives using cooperative-specific performance assessment tools • Annual reports and financial statements of cooperative federations 	<ul style="list-style-type: none"> • Cooperatives rigorously use the computer-based accounting systems • Cooperatives can link into value chain with enterprises • Adequate buy-in by rural HH farmers • Adequate capability within cooperative management and cooperative federation management.
Outcome 2: Establishment of linkages between farms and agribusinesses 2.1 Improved value-addition and market access for smallholders.	<ul style="list-style-type: none"> • 20% increase in agribusiness turnover • 20% increase in long-term supply contracts between farmers and agribusiness • 25% increase in smallholder throughput on average 	<ul style="list-style-type: none"> • Project M&E reports • Survey of all agribusiness participants 	<ul style="list-style-type: none"> • (A) Number of agribusinesses (cooperative, enterprises to receive capacity training will depend on number of projects within JiMAAPP.

³ All targets refer achievements obtained by the end of the project implementation and female beneficiaries account for 50% of the total, unless stated otherwise.

⁴ Indicators for achievements of project goal need to be confirmed and aligned with the 12th five year provincial poverty reduction plan, and baseline figures will be updated as soon as available.

<p>Outcome 3: Leverage credit or guarantee facility supported to leverage credit provision</p> <p>3.1 Guarantee facility participating in the project.</p> <p>3.2 Utilization of the Guarantee Fund by the end of the project</p> <p>3.3 Improved value chains & increased profits to borrowers</p>	<ul style="list-style-type: none"> • 10 guarantee companies participating by project completion; • Less than 5% utilization of the Guarantee Fund by the end of the project; • At least 10 branches of the 3 main banks participate by project completion; • Reduced loan defaults of no more than 5% by project completion 	<ul style="list-style-type: none"> • Project M&E reports • Project design reports 	<ul style="list-style-type: none"> • Inadequate buy-in by poor SHF. • Few financially strong guarantee companies. • Large pool of creditworthy borrowers • Commitment by banks
<p>Outcome 4: Farm production enhancement</p> <p>4.1 Improved agricultural productivity for beneficiary households;</p> <p>4.2 Enhanced access to technical services of farmer households in the project area</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Yield increase by crop will be in the range of 10-20%; • 90% of farmers have access to agricultural extension services 	<ul style="list-style-type: none"> • Project M&E reports • Farm surveys 	<ul style="list-style-type: none"> • (A) Projects parallel assumptions on land productivity.
<p>Outcome 5: Improved infrastructure</p> <p>5.1 Improved infrastructure systems for agricultural production and value chain development</p> <p>5.2 Rural roads, irrigation, farmers capacity in infrastructure O&M improved</p>	<ul style="list-style-type: none"> • 119,000 rural population benefited from infrastructure improvement, • 2,104 ha irrigation area rehabilitated and developed; • 83 km of rural roads improved; • 2,463 p/d training provided to infrastructure group members, 	<ul style="list-style-type: none"> • Project M&E reports; • Agricultural census data 	<ul style="list-style-type: none"> • Continued government investment in rural infrastructure
<p>Outcome 6: Involvement of women</p> <p>6.1 Increased involvement of women in cooperatives</p> <p>6.2 Increased number of women among beneficiaries of farm production</p> <p>6.3 Increased number of women among beneficiaries of community infrastructure;</p>	<ul style="list-style-type: none"> • 40% of women among new recruited members of cooperative • 40% of women beneficiaries of farm production; • 50% of women among technical trainees; • 48% of women among beneficiaries of community infrastructure; • 40% of women among PMO staff. 	<ul style="list-style-type: none"> • Project M&E reports 	<ul style="list-style-type: none"> • Gender focus of the authorities remain strong